

Kader Arif : la société de son frère aurait perçu 700 000 euros du candidat Hollande



Elle aurait bénéficié de cette somme en raison de prestations fournies mais aussi d'un "dédommagement" pour rupture intempestive de contrat.

L'affaire Kader Arif que nous vous l'annonçons en exclusivité le 11 septembre rebondit de nouveau ce jeudi. La semaine passée, le ministre des Anciens combattants a démissionné du gouvernement Valls. Le parquet de Toulouse avait aussitôt diligenté une enquête préliminaire pour favoritisme. Au centre de cette enquête une SARL, AWF Music, fondée en 2003 et animée par le frère et la belle-sœur du secrétaire d'Etat, Aïssa et Nathalie Arif. Une perquisition avait été menée le 6 novembre dans un service du ministère de la Défense. L'enquête s'attache à déterminer si les procédures d'appels d'offre ont notamment été respectées. La police judiciaire avait perquisitionné la sous-direction des achats du ministère.

Mediapart révèle donc la société du frère de Kader Arif a également travaillé pour la campagne de François Hollande. Elle aurait touché plus de 700 000 euros du candidat Hollande lors de la primaire socialiste de 2011 mais aussi lors de la présidentielle de 2012. "Cette entreprise spécialisée dans l'image et le son (...) aurait même dû gagner davantage pendant la campagne (...). Mais à un mois du premier tour, en mars 2012, l'équipe du candidat l'a remerciée en catastrophe après une trentaine de prestations marquées par une coupure d'électricité intempestive ou l'effondrement d'un pupitre" a indiqué le site.

"Un dédommagement" pour rupture abrupte du contrat aurait alors été payé par le Parti socialiste. Le député Régis Juanico, trésorier du PS a confirmé "avoir décaissé 85 000 euros à ce titre". Le Parisien indique qu'une source au PS lui a expliqué que la société AWF "a été choisie parce qu'elle avait des prix compétitifs" et qu'à la suite de ses prestations décevantes, une "rupture à l'amiable". Le dédommagement serait donc "normal" selon elle. De quoi susciter quelques interrogations tout de même.

[A LIRE AUSSI - Kader Arif implicitement visé par la justice : les surprenantes ramifications de l'affaire](#)